

LITHOGRAPHIE. (1)

Le beau fait d'armes du général Barbanègre qui, en 1815, avec cent canonniers et trente soldats, défendit pendant un mois la place d'Huningue, contre une armée de vingt-cinq mille hommes, commandée par l'archiduc Jean, a fourni à M. Marlet le sujet d'un joli dessin lithographique. L'artiste a choisi le moment où cette poignée de braves, qui a forcé l'ennemi à lui accorder une capitulation, défile avec les honneurs de la guerre devant l'armée autrichienne. L'Archiduc n'apercevant que quelques voitures chargées de blessés et environ cinquante hommes sous les armes, demande où est la garnison ? « La voilà toute entière, répondit dit Barbanègre. » Je vous félicite, général, reprit vivement l'archiduc, quelle victoire pourrait être aussi glorieuse qu'une telle capitulation ! On retrouve dans ce dessin le talent facile dont M. Marlet a donné tant de preuves. Personne ne possède mieux que cet artiste, l'art de donner aux soldats des différentes nations une physionomie et une attitude caractéristiques. On voit ici des blessés français, pouvant à peine se soutenir, s'efforcer encore de marcher droit et porter fièrement la tête, tant ils seraient fâchés d'inspirer à leurs ennemis le moindre sentiment de compassion. Le général Barbanègre, blessé lui-même à la tête, est à côté de l'archiduc ; auquel il montre ces braves gens. Un noble orgueil serait bien permis à celui qui commandait à de tels hommes, mais le spirituel artiste qui sait à quels traits on reconnaît la véritable valeur, s'est contenté de donner au brave une attitude pleine de calme et de modestie.

(1) A Paris, chez Marlet, Palais des Beaux-Arts, numéro 4. Prix, 3 francs.

EXTÉRIEUR.

III.^{me} LETTRE.

Sur la situation politique et morale de l'Italie.

Naples, le 1.^{er} mai 1819.

Les journaux Français, comme ceux de l'Italie, ont probablement rendu compte des fêtes, dont la présence de l'Empereur à Rome, a été l'occasion. Je ne vous en ferai pas, après eux, l'insipide récit : c'est bien assez pour moi d'en avoir été le témoin. Ma qualité d'hérétique ne me permet pas d'être fort touché des pompes de l'église romaine ; élevé dans les habitudes simples et dans les maximes d'un gouvernement libre, je n'ai pas plus de goût pour la vaine représentation des cours. Je ne veux pas non plus vous entretenir de nouveau, du bruit si généralement répandu, dans la Péninsule, de la chute prochaine du gouvernement de Naples et de celui du Pape. Que ce bruit soit fondé, ou non, j'ai dû cependant vous en parler, dans mes lettres précédentes ; car il sert à caractériser les dispositions des peuples de l'Italie. Les âmes faibles, et c'est le grand nombre, s'empressent ordinairement d'ajouter foi à tout ce qu'elles désirent ; aussi quand une nation s'entretient souvent des chances qui peuvent amener la ruine de son gouvernement, c'est qu'au fond du cœur elle le hait ; et vous trouverez presque toujours, dans les bruits auxquels elle croit, l'expression des vœux qu'elle forme.

Je suis parti pour Naples, le même jour et presque en

même temps que l'Empereur. C'est avec un sentiment pénible que j'ai revu ces campagnes si désertes et si incultes de l'Etat de l'Eglise. Mais, le croirez-vous, je suis cependant convaincu que la riante végétation de la Toscane siérait peu au voisinage de Rome : il semble qu'elle affaiblirait l'impression triste et grave que produit l'ancienne métropole du monde. Cette impression s'accroît au contraire par l'aspect désolé de la campagne romaine : You dirait que la nature partage le deuil de cette cité, *veuve du Peuple-Roi*, comme l'appelle un de vos poètes.

C'est un motif de prudence qui m'a déterminé à suivre l'Empereur : j'ai voulu me rendre à Naples sous la protection de ses escortes. Ce voyage, tout court qu'il est, est devenu plus dangereux que la plus longue traversée. La route qui y conduit est constamment infestée de brigands si nombreux et si redoutables, que les rois sont obligés d'humilier leur fierté jusqu'au point de traiter avec eux. Déjà le gouvernement du Pape et celui des Deux Siciles ont souscrit, avec leurs chefs, des traités précédés par des négociations et soumis à toutes les formes diplomatiques. Malheureusement ces misérables ne sont guères plus scrupuleux que certains gouvernements; et il n'est pas rare, après les pacifications qu'ils ont consenties, de les voir se répandre de nouveau sur les routes, pour dépouiller et égorger tous les voyageurs qu'ils y rencontrent.

Il faut l'avouer, le gouvernement napolitain doit être, jusqu'à un certain point, responsable de leurs excès. C'est la misère qui recrute leurs bandes, et cette misère est en grande partie le résultat des fautes qu'il a commises depuis son rétablissement. Par exemple, Joachim avait fait fricher une vaste province inculte et déserte depuis des siècles, connue sous le nom de la *Tavolière di Puglia*. Cette tentative avait réussi au-delà de tout espoir : toutes les cultures prospéraient sous ce beau ciel, dans cette

terre féconde; une population laborieuse commençait à s'y établir, et la contrée, jadis la plus sauvage du royaume de Naples, en peu d'années peut-être, en serait devenue une des plus fertiles. Mais Ferdinand IV, dominé par une haine aveugle contre toutes les innovations de celui qu'il venait remplacer, rendit, à son retour, un décret pour faire dépouiller la *Tavolière* de la belle végétation dont elle commençait à se couvrir, et défendre en même temps, sous des peines terribles, d'y porter dorénavant la charrue. C'était à la même époque, que, dans le nord de la Péninsule, le roi de Sardaigne voulait faire sauter le pont magnifique jetté sur le Pô, par les ordres de Napoléon. Les fabriques, dont Joachim avait favorisé l'établissement; les grands et utiles travaux qu'il avait entrepris, tels, par exemple, que la route de Ponzolo, tout est maintenant abandonné : déjà même l'action du temps, dont on n'a rien fait pour les défendre, commence à les dégrader. On dirait que le sol de l'Italie, frappé par je ne sais quelle fatalité, ne peut plus porter que des ruines.

C'est à tort cependant que je vous parle du roi; je ne devrais vous parler que de ses ministres; car il leur a livré une autorité sans contrôle. Aussi jamais un état ne coûta moins de soins au prince chargé de le régir. La chasse et la pêche absorbent la plus grande partie de sa journée: seulement, lorsque ce pasteur des peuples rentre le soir, toutes les pièces soumises à sa signature sont étalées sur une grande table; il y applique successivement sa griffe avec une rapidité singulière, fruit d'un long exercice; dans moins de cinq minutes, voilà les Deux-Siciles gouvernées, et tout est au mieux dans le meilleur des royaumes possibles.

Je dois reconnaître cependant que Ferdinand IV a beaucoup de vertus privées, et même quelques-unes de celles qui font les bons rois; je pourrais rapporter des

actions qui l'honorent ; mais malheureusement son éducation a été si peu soignée, qu'il est vraisemblable que cette négligence est le résultat d'une combinaison de ses instituteurs qui auront voulu, par ce moyen, prolonger leur empire ; de même qu'un homme d'état de la Grande-Bretagne voulait que l'on communiquât, dès l'enfance, des goûts grossiers aux princes anglais, afin qu'ils ne pussent jamais compromettre l'autorité du parlement ou la liberté de la nation. Le peu de soins qu'on a donné à la première éducation du roi de Naples, lui fait faire quelquefois des leçons plaisantes qui déconcertent la gravité des courtisans les mieux appris. Par exemple, un jour qu'à l'occasion de la mort de Louis XVI, on rappelait, devant lui, la condamnation de Charles I^{er}, il dit qu'il n'avait jamais entendu parler de cette condamnation, qu'il n'y croyait pas, et qu'apparemment c'était un conte que les Jacobins français faisaient courir pour se justifier. Une autre fois que l'on parlait de l'ancienne puissance des Turcs, il observa que cette puissance n'avait rien d'étonnant, puisque tout le monde était Turc avant la naissance de Jésus-Christ ; ce qui rappelle le Sénéchal d'une jolie comédie française, les *Originaux*, qui prétend que les Turcs se mettent en embuscade entre l'Angleterre et la France pour prendre les hommes, les tuer et les manger.

Vous sentez d'après cela que le gouvernement napolitain n'est pas animé d'un zèle bien ardent pour la propagation des lumières ; on ne les considère même ici qu'avec une espèce d'effroi, comme propres à développer partout le germe des révolutions. Je pourrais vous rapporter plusieurs preuves de la crainte qu'elles inspirent : en voici une des plus récentes. Par une décision du 10 janvier dernier, les magistrats de Palerme avaient arrêté : 1^o que l'intendant serait invité à prendre des dispositions promptes et actives pour faire établir une école élémentaire d'oussi-

gnement mutuel, capable de recevoir quatre cents enfants, sur lesquels on essayerait cette méthode pendant un an, et qui servirait de modèle pour en établir une autre, si les résultats en justifiaient l'utilité ; 2^o que l'intendant serait un relevé des frais nécessaires pour l'établissement de cette école d'essai, et que sur sa réquisition ces frais lui seraient remboursés par la caisse de la commune. Le gouvernement refusa de donner son approbation à ce sage arrêté ; mais en revanche, à-peu-près à la même époque, il autorisait, à Palerme, des jeux publics, moyennant un bail, dont il percevait le prix comme le gouvernement français, et de cette manière il cherchait à exciter, parmi ses sujets, un des vices les plus dangereux au repos des familles, afin de le soumettre à une taxe.

En vérité, on serait tenté de croire qu'ici le gouvernement a porté une espèce de défi à la nature, et qu'il s'est appliqué à paralyser l'effet de tout ce qu'elle a fait pour Naples. Malheureusement il n'a que trop bien réussi. Je ne puis vous rendre quel sentiment douloureux j'ai éprouvé, en voyant pour la première fois cette nombreuse population de *Lazzaroni*, qui n'a aucun asyle où elle puisse se retirer, assoupie et couchée pêle-mêle dans les rues. Peut-on s'attendre à un pareil spectacle dans ce beau pays où tous les genres de culture prospèrent, où la végétation de l'Europe et celle des Tropiques mêlent leurs ombres ; où les céréales du Nord et l'arbre qui porte le coton réussissent également ; où peut-être l'on parviendrait un jour à acclimater la canne à sucre. Ce qu'il y a de plus remarquable, c'est que les *Lazzaroni* sont tellement dégradés par leur misère qu'ils n'en ont pas même le sentiment. Il est des choses, dieu merci, que l'homme ne saurait atteindre et qu'il ne peut parvenir à gâter, et ces malheureux qui n'ont aucun abri dorment du moins sous le plus beau ciel du monde.

Dans une lettre que je vous écrirai , dans le cours du mois prochain , je vous rendrai compte des détails relatifs au voyage de l'Empereur à Naples.

PRUSSE.

II. LETTRE du Correspondant de Berlin.

Berlin, le 3 mai 1819.

Nous sommes les témoins d'un mouvement diplomatique , qui est l'objet de toutes les conjectures. Les ambassadeurs étrangers ont de fréquentes conférences ; l'échange des courriers entre la Russie et l'Angleterre , est très-actif. Nous avons des négociateurs secrets à Hambourg , où d'autres puissances en ont également ; M. de Sack conduit, dit-on , des négociations d'un autre genre sur les bords du Rhin ; le baron *Alexandre de Humbolt* , *chambellan du roi* , n'a pas quitté Paris. Il est de nouveau question d'un voyage du roi dans cette capitale. On parle d'une assemblée de souverains qui aurait lieu à *Erfurt* , dans le mois de juillet ; on parle du rétablissement de la Pologne , comme elle existait avant le premier partage. L'on assure que la guerre est au moment d'éclater entre l'Angleterre et les *États-Unis* ; entre la Suède et la Russie. On prétend que l'Autriche s'arrange pour qu'à une certaine époque elle puisse achever la pacifique conquête de l'Italie. L'empereur Alexandre et l'empereur François II , se seraient-ils laissés la liberté d'agir selon leur fantaisie , l'un au nord , l'autre au midi ? L'Europe et la Prusse n'auraient-elles rien à dire à ces arrangements ?

Les négociations , la marche de la politique des principales puissances , laissent suffisamment apercevoir que le système de l'Europe n'est point assis sur d'inébranlables

fondements. Aucun peuple n'est content du présent. Les nations se plaignent d'un état de malaise , dans lequel elles ne jouissent point des bienfaits de la paix. Le commerce est nul ; la circulation du numéraire peu abondante ; les impôts sont considérables ; tous les intérêts privés sont en souffrance.

Le perfectionnement des institutions sociales ne vient point consoler les amis de la liberté , de ce qu'il y a d'affligeant dans l'état actuel des peuples. Ceux-ci murmurent parce qu'ils ne sont point heureux : les rois s'effraient de leur plainte ; ils pensent qu'ils contiendront en de justes bornes cette tendance à la réforme politique , en conservant le pouvoir absolu , ou les anciennes lois. L'exemple de la révolution de 1789 est perdu pour eux. Il ne peut manquer d'arriver en Prusse et dans d'autres parties de l'Allemagne , ce qui est arrivé en France. L'exigence du peuple sera en proportion de la résistance de la cour : cette résistance a un terme ; lorsqu'elle devra céder , le peuple croira avoir remporté une victoire , il s'exagérera sa puissance , il y aura révolution. Cet état , le pire de tous , les princes devraient s'attacher à le prévenir : l'établissement de la liberté , de l'égalité , de sages concessions faites à propos , en sont les moyens.

Il y a dix ans , Napoléon imprimait le mouvement à l'Europe ; il constituait une monarchie sur les débris d'une république ; il s'était emparé de tous les éléments monarchiques , il les mettait en œuvre contre la liberté , avec toute la puissance d'un génie extraordinaire. Les princes de l'Europe ont détruit eux-mêmes la plus forte digue qui pût les défendre contre le débordement des idées démocratiques. Les nations demandent aujourd'hui plus de liberté qu'elles n'en demandaient alors ; elles rentrent dans le cercle des idées de la révolution de 1791 ; comme l'aristocratie rentre dans ses projets de résistance. La garantie des intérêts nouveaux

n'est plus à opposer à la fois à l'aristocratie et à la démocratie. Des révolutions sont probables, si les princes ne se hâtent de prendre le seul parti qui peut leur faire éviter.

Cette situation des peuples, le vague de l'avenir où l'on ne peut entrevoir un point fixe où rattacher ses espérances, donnent probablement cours aux bruits publics qui circulent aujourd'hui. On calcule quels avantages on pourrait retirer d'un événement qui changerait l'ordre établi; on pense à la guerre; on étudie les paroles, les démarches des ministres; on est attentif à ce qui se passe dans l'intérieur des états. On établit des probabilités, l'on s'attend à voir ses conjectures prendre les formes de la réalité.

Les puissances sont dans un mauvais moment pour faire la guerre. Elles ont des armées, mais elles n'ont point d'argent. Pendant vingt-cinq ans l'Angleterre a fourni des subsides aux souverains qui ont voulu faire la guerre à la France; si elle peut en donner encore, ce sera à ses amis. Comment feront ses ennemis? il est difficile qu'avec des billets de trésor et des florins en papier, l'on équipe des armées et qu'on les mette en campagne. Le mécontentement des peuples rend impossibles des guerres d'ambition. Le roi de Prusse ne doit compter sur la nation, que si la guerre est dans les intérêts nationaux. Après que son gouvernement a trompé toutes les espérances, des promesses fallacieuses ne nous conduiraient plus à verser notre sang, pour subir un autre congrès de Vienne.

La situation des souverains, dans ses rapports avec les peuples, dans les rapports qu'ils ont entre eux, semblerait éloigner l'idée de toute rupture. Cependant, il est telle circonstance qui pourrait amener des résultats sur lesquels on n'aurait pas compté. Voyons quelles ont été les transactions les plus marquantes qui ont eu lieu depuis 1815.

Nous ne parlerons pas des actes diplomatiques du con-

grès d'*Aix-la-Chapelle*; ils ont été la suite des traités patents et des traités secrets signés avec la France. En 1814 et 1815, les puissances se sont liguées pour placer la France dans une certaine position: l'avenir prouvera si les alliés ont agi avec sagesse ou avec imprudence.

Ce grand objet accompli, chaque prince s'est retiré chez lui avec ses armées, comme s'il n'y avait plus rien à faire. Les peuples du continent venaient de travailler à augmenter la puissance maritime de l'Angleterre, et la domination continentale de la Russie, lorsqu'on réduisait la France à la moitié de son territoire; c'était peut-être avoir fait le contraire de ce que requérait la politique. L'on met en armes toutes les populations pour modérer la puissance de la France, que l'on trouve formidable, et le résultat de la guerre est de donner à la Russie un royaume, à l'Angleterre les vaisseaux de l'empire français! . . . Avant ces arrangements, cet empire et la Russie balançaient réciproquement leur puissance; leur politique devait tendre à s'empêcher de s'agrandir hors de certaines proportions. Les puissances intermédiaires trouvaient leur sûreté dans cette situation. La France étant annihilée, la Russie règne sans contestation.

Napoléon en possession de presque tout le littoral de l'Europe, avec deux cents vaisseaux, opposait à l'Angleterre un appareil de force qu'elle pouvait craindre un jour. Actuellement l'Angleterre ne permet pas, dit-on, à la France, d'armer plus de six frégates.

La Russie, avec des ressources immenses, l'Angleterre, sans armées sur le continent, sans trésor, sans force réelle, disposent des destinées de l'Europe. Dans le haut degré de puissance où elles sont parvenues, elles doivent supporter impatiemment l'influence que l'une voudrait exercer aux dépens de l'autre. Il ne faut pas croire que les souverains puissent faire des transactions importantes contre la volonté

de l'Angleterre et de la Russie; plus particulièrement encore contre la volonté de la Russie, qui a en main une force toujours prête à agir pour faire exécuter ses arrêts.

Depuis deux ans les Etats-Unis disputent *les Florides* à l'Espagne, qui n'est point en état de les défendre.

L'Espagne, par les vices de son gouvernement, s'est tellement affaiblie, qu'il lui serait impossible de mettre une escadre en mer pour aller combattre l'insurrection de ses colonies. Elle a constamment négocié avec la Russie, qui lui a promis des vaisseaux et des secours de toute nature.

L'Espagne n'a point assez d'énergie pour se soustraire au joug que lui impose l'Angleterre.

Elle gouvernait péniblement sa diplomatie entre ces deux puissances : il lui fallait le protectorat de l'empereur Alexandre; en même temps, il ne lui fallait pas déplaire au ministère anglais.

Depuis peu de temps, la Russie a signé un traité avec les Etats-Unis. Ce traité ne paraissait pas nécessaire, lorsque l'on ne voyait pas de discussion entre ces deux puissances.

En cet état de choses, l'on apprend tout-à-coup que l'Espagne a vendu *les Florides aux Américains*. . . . Que fera l'Angleterre ? . . . Elle doit s'opposer à une cession qui ruinera le commerce anglais dans le golfe du Mexique. Les *Américains* étant maîtres des Florides, les colonies espagnoles étant émancipées, les possessions anglaises de l'Atlantique sont entourées d'états, qui, sous peu d'années, vont avoir des intérêts opposés au commerce anglais; d'états qui devront conquérir ou affaiblir les lies du golfe du Mexique et de l'Atlantique, aussitôt qu'ils pourront tenter cette entreprise.

Un tel acte d'indépendance, l'Espagne eût-elle osé le faire sans le consentement de la Russie ? elle devait trem-

bler que l'Angleterre ne voulût se dédommager aux dépens de Ferdinand VII, du tort que va lui faire la vente des Florides. *La Russie aurait-elle été la médiatrice du traité ?* ce serait une démarche hostile contre l'Angleterre.

Le prince-régent et lord Castlereagh déclarent-ils la guerre à tous ceux dont ils ont à se plaindre ? Aux Etats-Unis, à l'Espagne, à la Russie ? . . . Ou trouver des alliés ? Assurément la nation française ne marchera pas dans les intérêts de la puissance à qui elle reprochera éternellement la perte de son indépendance. *La Bavière, l'Autriche, le Wurtemberg, les Pays-Bas*, éviteront de se compromettre en une querelle où tout serait danger de leur côté. L'Angleterre, après avoir armé le monde, va demeurer sans alliés au milieu de l'Univers. Pour avoir détruit un équilibre nécessaire, elle n'aura de sûreté que dans sa position topographique. Elle devra renoncer à une ambition qui n'aura plus où se placer; elle perdra successivement de ses possessions en Amérique, que sa marine ne saurait préserver. Elle n'avait de force que par ses alliances; si elle n'a plus d'alliés, elle ne doit prétendre qu'au degré de puissance que lui assignent l'étendue de son territoire, sa richesse et sa population.

L'aristocratie allemande fait circuler de tous côtés des bruits de guerre entre la Suède et la Russie. Nous concevons que cette nouvelle peut entrer dans ses vœux; mais nous avons des raisons de croire qu'elle peut n'être pas fondée. Ce ne serait probablement point par amour pour la légitimité, comme le pensent les propagateurs de cette doctrine, que la Russie entreprendrait une semblable guerre. *Le roi Charles Jean*, légalement élu par les Suédois, a succédé légitimement, comme prince royal, au *prince d'Augustembourg*; il a succédé tout aussi légitimement au roi, son père, par adoption. Toutes les puissances l'ont reconnu roi de Suède à son avènement; ce n'est point la

force des armes qui a obligé à cette reconnaissance. Pourquoi la Russie aurait-elle à intervenir dans cette question ? Si les Suédois ne pensent point que leur roi soit assez légitime, c'est à eux à le changer, cela ne regarde point la Russie. Cette guerre aurait d'autres motifs. La Russie manque de ports sur les mers commerciales de l'Europe ; si elle prend les armes, ce sera pour attaquer l'indépendance suédoise et l'influence anglaise. Elle peut vouloir faire de *Charles Jean* un Auguste de Pologne, pour régner suzerainement sur la Suède et sur la Norvège ; à défaut de succès dans ce dessein, elle peut vouloir la dynastie détronée pour arriver au même but ; elle peut vouloir enfin, si elle n'y trouve pas de trop grands obstacles, s'emparer franchement de la Suède et de la Norvège, les réunir à son vaste empire. L'Angleterre, en affaiblissant toutes les dominations pour en fortifier une seule, a paralysé toutes les résistances, les a rendues dangereuses.

La nation suédoise peut, sans contredit, offrir une invincible résistance, si elle est mue par un seul vœu, celui de conserver le roi *Charles Jean*. Ce prince va avoir cent mille hommes à sa disposition. Il recevra des secours de l'Angleterre. La Suède est un pays montagneux, coupé par des torrents profonds ; les communications sont difficiles. On y rencontre à chaque pas des laes et des ravins qui doivent gêner une guerre offensive, en même temps qu'ils présentent partout des moyens de défense. Ces contrées sont pauvres. Pendant 9 mois de l'année, il est presque impossible d'y faire subsister des armées. La Russie, malgré le nombre d'hommes qu'elle peut vomir sur la Suède, pourrait y rencontrer des obstacles qu'elle n'aurait pas prévus. La question est celle-ci : La nation suédoise veut-elle supporter les malheurs de la guerre pour conserver son indépendance ? a-t-elle assez de dévouement à la personne de

Charles Jean pour être convaincue que sa cause est liée à la cause nationale ?..

Si la Russie avait les projets que lui suppose la noblesse immédiate de l'Empire germanique, et qu'elle pût les amener à bien, elle aurait les moyens de devenir en peu d'années la première puissance maritime du monde. Elle menacerait l'Ecosse et le nord de l'Angleterre, de telle sorte que l'Angleterre n'aurait plus qu'à trembler. Espérons, pour l'honneur des princes et pour le bonheur des peuples, que ces projets d'envahissement ne seront point mis à exécution. Les nations sont-elles donc d'un si mince prix, que le plus fort et le plus puissant puisse s'en emparer selon ses caprices et ses convenances ? De tels bouleversements des peuples ne peuvent se faire sans soulever de nouvelles tempêtes et sans verser des torrents de sang. Après des malheurs inouis, il peut n'en résulter qu'un nouvel esclavage.

Si les nations doivent encore souffrir de si grandes calamités, que ce soit dans les intérêts d'un système mieux entendu, que l'on ne tire plus le glaive pour rendre plus formidables ceux qui peuvent impunément mener d'oppression les princes et les peuples. La paix ne sera durable que lorsqu'un juste équilibre sera établi. Si la lutte s'engage et que la Prusse ne puisse conserver la neutralité, la politique et la force l'obligent de suivre le système de la Russie. Il faut espérer qu'alors on tiendra les promesses qui lui ont été faites. Le Hanovre l'indemnisera des malheurs qu'elle a éprouvés ; il rétablira, entre les diverses parties de la domination prussienne, l'harmonie que le congrès de Vienne avait détraqué.